



**OBJET : ARRETE PRONONCANT LA REPRISE DE CONCESSIONS EN ETAT D'ABANDON**

**LE MAIRE D'HERBLAY-SUR-SEINE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales en ses dispositions relatives à la reprise des concessions en état d'abandon et aux exhumations, notamment les articles L.2223-4, L.2223-17, L.2223-18, R.2223-12 et R.2223-23 ;

Vu la procédure de reprise des concessions en état d'abandon engagée ;

Vu les procès-verbaux dressés en conformité du décret précité, le 23 octobre 2019 et le 08 mars 2023, constatant l'état d'abandon des concessions dans le cimetière communal d'HERBLAY-SUR-SEINE, et les différentes pièces qui y sont annexées, notamment le certificat d'affichage ;

Vu la délibération municipale en date du 22 juin 2023 par laquelle le conseil municipal a autorisé la reprise, au nom de la commune, des concessions en question ;

Vu le certificat d'affichage en date du 18 avril 2023.

**CONSIDERANT**

Que l'état d'abandon dans lequel se trouvent ces concessions est de nature à nuire au bon ordre et à la décence du cimetière communal,

**ARRETE**

**Article 1 :** Les concessions listées en annexe, dont l'état d'abandon a été régulièrement constaté et publié, sont reprises par la commune.

**Article 2 :** Les familles des ex-concessionnaires sont invitées à enlever les monuments ou signes funéraires et autres objets existants sur la concession. Faute pour les familles de se conformer à cette disposition dans un délai de trente jours après la publication du présent arrêté, il sera procédé d'office à leur enlèvement par la commune qui en disposera dans l'intérêt du cimetière.

**Article 3 :** A l'issue de la publication régulière du présent arrêté, la commune procédera à l'exhumation des restes des personnes inhumées dans les terrains ainsi repris et à leur ré-inhumation dans l'ossuaire spécialement aménagé à cet effet dans le cimetière communal, conformément aux prescriptions de l'article L.2223-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Article 4 :** Les familles des ex-concessionnaires sont invitées à enlever les monuments ou signes funéraires et autres objets existants sur la concession. Faute pour les familles de se conformer à cette disposition avant la date prescrite, il sera procédé d'office par la commune à leur enlèvement. Les restes mortels seront réunis dans un reliquaire de dimensions appropriées (un par concession) et sur lequel figurera le numéro de la concession et le nom de famille du concessionnaire.



**Article 5 :** Après l'accomplissement de ces différentes opérations, les concessions, dont la reprise est prononcée, pourront être remises en service pour de nouvelles inhumations.

**Article 6 :** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur plus le délai de recours, c'est-à-dire pendant un délai de deux mois.

**Article 7 :** Monsieur le Directeur des services techniques et les agents du cimetière seront chargés de l'exécution du présent arrêté.

**DIT**

Que le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Ville ([www.herblaysurseine.fr](http://www.herblaysurseine.fr)).

Que le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés municipaux.

Que le présent arrêté municipal pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise par courrier ou sur le site de télérecours citoyens ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.



Philippe ROULEAU  
Maire d'Herblay-sur-Seine,  
Vice-Président du Conseil départemental du Val d'Oise